



HAL
open science

Suburb : a territorial identity ?

Brigitte Bertoncello, Bénédicte de Lataulade

► **To cite this version:**

Brigitte Bertoncello, Bénédicte de Lataulade. Suburb : a territorial identity ?. Travaux de l'Institut Géographique de Reims, 1995. hal-01773301

HAL Id: hal-01773301

<https://hal.science/hal-01773301v1>

Submitted on 21 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Banlieue : une identité territoriale ?

Brigitte Bertoncello, Bénédicte de Lataulade

Résumé

La banlieue a été le support de plusieurs images dans le temps. Aujourd'hui les quartiers d'habitat social souffrent d'une image négative et leurs habitants d'une exclusion socio-économique et territoriale. L'exploitation médiatique des récentes explosions urbaines a eu des effets sur les rapports sociaux et sur les constructions d'identités. L'appartenance à un territoire et à une communauté influe sur les différentes stratégies identitaires.

Abstract

Suburb : a territorial identity ?

The suburb has given rise to several images over a period of time. Today, social housing estates suffer from a negative image and their inhabitants from socio-economic and territorial exclusion. The exploitation by the médias of recent urban explosions has had effects on social contacts and on the construction of identities. Belonging to a territory and to a community influences the different identity strategies.

Citer ce document / Cite this document :

Bertoncello Brigitte, de Lataulade Bénédicte. Banlieue : une identité territoriale ?. In: Travaux de l'Institut Géographique de Reims, vol. 23-24, n°91-92, 1995. Marginalité et exclusions dans l'espace urbain. pp. 71-88;

http://www.persee.fr/doc/tigr_0048-7163_1995_num_23_91_1327

Document généré le 15/05/2017

BANLIEUE : UNE IDENTITE TERRITORIALE ?

Brigitte
BERTONCELLO
Université Paris X-Nanterre

Bénédicte
DE LATAULADE
Sociologue

Mots-clés : Banlieue - Identité - Territoire périphérique - Communauté - Politique de la ville - Quartier d'habitat social - Représentation - Image - Médias - Développement social urbain - Exclusion - Val Fourré - Mantes-la-Jolie.

Résumé - La banlieue a été le support de plusieurs images dans le temps. Aujourd'hui les quartiers d'habitat social souffrent d'une image négative et leurs habitants d'une exclusion socio-économique et territoriale. L'exploitation médiatique des récentes explosions urbaines a eu des effets sur les rapports sociaux et sur les constructions d'identités. L'appartenance à un territoire et à une communauté influe sur les différentes stratégies identitaires.

Suburb : a territorial identity ?

Key-words : Suburb - Identity - Peripheral territory - Community - Town policy - Social housing estate - Representation - Image - Medias - Urban social development - Exclusion - Val Fourré - Mantes-la-Jolie.

Abstract - The suburb has given rise to several images over a period of time. Today, social housing estates suffer from a negative image and their inhabitants from socio-economic and territorial exclusion. The exploitation by the medias of recent urban explosions has had effects on social contacts and on the construction of identities. Belonging to a territory and to a community influences the different identity strategies.

La ville est au coeur de l'actualité. Expositions, colloques, programmes de recherche, médias, tentent d'appréhender la complexité de l'univers urbain. Considérée comme responsable des maux sociaux, elle est aussi porteuse de développement.

Composée de quartiers fort disparates, la ville est le plus souvent découpée entre le centre et la périphérie, la périphérie étant elle-même composée de couronnes aux organisations et aux paysages variés. Ces territoires ont des fonctions diverses parfois complémentaires, le plus souvent concurrentes (certains secteurs sont principalement le support d'activités économiques et d'autres sont quasi exclusivement consacrés au logement), des niveaux d'équipements différents et leurs habitants connaissent donc des situations inégales. La distribution spatiale des populations semble être le reflet d'une répartition par catégories socio-professionnelles.

On parle aujourd'hui de "ville à deux vitesses", ce qui sous-entendrait un développement déséquilibré produisant pour une part de la population urbaine des situations d'exclusion et de marginalisation. Les quartiers périphériques qui auraient accumulé un certain retard sont aujourd'hui facilement repérables de par leur configuration architecturale (particularités physiques : tours et barres) et les difficultés socio-économiques de leurs habitants.

Comment fonctionnent aujourd'hui ces territoires principalement constitués de grands ensembles ? Comment la construction de ce territoire "banlieue" dans les 30 dernières années a-t-elle agi sur l'affirmation d'identités urbaines ? La construction de cet espace est fortement liée, outre des faits objectifs (urbanisme, contexte socio-économique, etc.) à ses différentes représentations imaginaires et symboliques. D'une part, différentes images se superposent ; d'autre part, on observe une évolution de ces images dans le temps. Les représentations de ce territoire ont évolué : de la banlieue rouge à la banlieue "des immigrés", en passant par la cité-dortoir ouvrière.

La réflexion qui suit s'appuiera sur deux hypothèses. La première : l'identité sociale est en partie déterminée par le lieu de vie (identité territoriale) ; la deuxième : les images médiatiques des quartiers de banlieue ont des effets sur les identités collectives et sur les comportements des groupes sociaux.

Le terrain du quartier du Val Fourré à Mantes-la-Jolie dans les Yvelines servira de support à cette réflexion qui s'organisera autour des points suivants : l'histoire de la constitution d'un espace périphérique et l'analyse de ses représentations, puis l'apparition d'une "identité banlieue". Les effets de l'image sur les comportements sociaux seront analysés ensuite à partir du cas de Mantes-la-Jolie. En dernier lieu, la réflexion portera sur l'évolution du rapport entre identité et communauté sans oublier le rôle récent de l'Islam.

1. Construction d'un espace périphérique et de ses représentations.

1.1. Histoire de "banlieue".

On a tendance aujourd'hui à utiliser le vocable banlieue comme un terme générique ; mais il englobe des entités fort différentes les unes des autres. La banlieue, territoire périphérique de la ville-centre, peut tout à la fois être le lieu de vie de couches sociales aisées, mais aussi celui d'ouvriers ou d'employés vivant le plus souvent dans des logements collectifs.

La banlieue réduite aux seuls quartiers d'habitat social ne constitue pas un espace homogène, aux composantes similaires. En réalité, on peut parler de banlieues (au pluriel) : chacune a sa propre histoire, sa population (parcours migratoires, histoires de vie), ses difficultés particulières, même si quelques éléments leur sont communs (échec scolaire, chômage, délinquance...).

L'image de la banlieue à travers l'histoire est faite de contrastes : l'air pur, les espaces verts, l'innovation sociale, des classes laborieuses, le rêve du pavillon, mais aussi une occupation du sol anarchique, des populations dangereuses ou inquiétantes (les bandes d'Apaches de la "zone", les Blousons noirs, les Zoulous aujourd'hui...), des problèmes sociaux "inédits"...

La banlieue a été, dès le XIX^e siècle, considérée comme une terre inconnue, obscure, symbole de misère et de marginalité. L'histoire de la constitution de la banlieue est fortement marquée par l'installation d'usines aux activités encombrantes ou polluantes mais aussi par l'arrivée périodique des "exclus" de la capitale. Bon nombre de migrants originaires de la province puis de l'étranger sont venus s'installer en banlieue et ont gonflé les effectifs de la classe ouvrière en liaison étroite avec les mouvements politiques et syndicaux. La "banlieue rouge" renforcera l'image de la peur à travers l'assise du communisme aux portes mêmes de Paris.

Cependant, la banlieue n'a pas toujours eu cette image négative. Elle a représenté pour bon nombre de Parisiens un "bout de campagne" à proximité de la capitale, un espace vert convoité, soit à travers les loisirs en fin de semaine, soit comme le lieu d'une vie plus saine.

La banlieue a également été le théâtre de l'innovation, notamment en matière urbanistique et architecturale : création de cités-jardin, implantation d'équipements par les municipalités de la ceinture rouge, construction de logements collectifs par des architectes souvent animés par l'idée de produire "un homme nouveau dans une société moderne". Dans un texte intitulé "Banlieue Rouge, au-delà du

mythe politique¹", Annie Fourcaut remarque avec justesse que "la banlieue devient le banc d'essai de la modernité du premier XX^e siècle", notamment à travers la construction des grands ensembles.

1.2. Dégradation des quartiers d'habitat social et apparition d'une image négative.

Dans les années 50, les quartiers d'habitat social sont le résultat d'une politique gouvernementale volontariste. Les bidonvilles sont alors reconnus officiellement et la crise du logement débouche sur des choix productivistes avec l'édification des grands ensembles. Il s'agit de répondre rapidement à la demande urgente de logement, que la reconstruction d'après-guerre n'avait pas pu (ou pas su) résorber. En 1958, l'Etat se dote d'un outil, les Z.U.P. (zones à urbaniser en priorité) qui servira de cadre juridique à la réalisation des grands ensembles. Le mot d'ordre est "construire vite et pas cher". L'heure est à la productivité, aux plans-types réutilisables sur plusieurs sites, à la baisse des coûts, aux études d'aménagement succinctes. Aucune réflexion n'est alors menée sur la qualité des espaces produits.

Les difficultés des quartiers d'habitat social sont apparues avant même qu'on en achève la construction. D'une part, les matériaux utilisés sont de médiocre qualité et se dégradent rapidement. D'autre part, les classes moyennes délaissent ces quartiers au profit des zones pavillonnaires.

Après cette politique de construction et de concentration de logements sur un même territoire, devenu quartier d'une commune par adjonction mais sans réelle articulation avec celle-ci, une politique de réparation est programmée afin de traiter les dégradations physiques et d'enrayer les phénomènes d'exclusion et de marginalisation qui commencent à pointer.

Dans les années 70, la mixité sociale et culturelle initiale s'estompe au profit d'une population majoritairement ouvrière, le plus souvent d'origine étrangère, et touchée par la crise économique.

F. Dubet et D. Lapeyronnie analysent dans leur ouvrage "les quartiers d'exil"² comment l'exclusion s'accompagne d'une disparition de la conscience de classe. Dans un contexte de croissance économique où l'entreprise était au centre de l'organisation, l'identité de l'ensemble des acteurs était liée au travail. Les ouvriers se perçoivent alors comme exploités mais indispensables au système. Le mouvement ouvrier se structure à partir d'une série de revendications lui permettant d'arracher progressivement des avantages, des droits et une reconnaissance. Aujourd'hui, le modèle se défait : l'emploi reste le fondement principal du statut social mais le travail ne définit plus l'identité avec la

¹ *Revue Autrement, Série Mémoires*, n° 18, octobre 1992

² *"Les quartiers d'exil"*, Seuil, Coll. L'épreuve des faits, Paris, 1992.

même force. D'autres lignes de clivage sont apparues ou se sont affirmées (niveau d'études, âge, sexe, appartenance régionale, racines ethniques...).

1.3. Les quartiers d'habitat social, territoires d'intervention de l'Etat.

Des mesures politiques sont prises dès 1977 par le gouvernement Barre : le programme Habitat et Vie Sociale (H.V.S.) permet d'accompagner la réhabilitation des logements sociaux de quelques grands ensembles jugés dégradés (principalement rénovation du bâti) par la réalisation d'équipements collectifs de quartiers.

C'est à partir de 1981 qu'une politique de la ville s'affirme véritablement, face au malaise grandissant. Les rodéos des 3 V (Vaulx en Velin, Villeurbanne, Vénissieux) sont les premières manifestations d'explosion dans les quartiers d'habitat social (des jeunes volent des voitures, organisent des rodéos et les brûlent). Le nouveau pouvoir politique, tout en ne rejetant pas le programme H.V.S. dans son principe, souhaite aller plus loin dans la mise en œuvre. Hubert Dubedout, maire de Grenoble publie alors un document fondateur "Ensemble refaire la ville" où il propose de reconquérir les banlieues en y menant une politique globale appuyée sur les élus et les habitants.

Ces thèmes forts seront portés par la Commission Nationale de Développement Social des Quartiers (CNDSQ), créée en Décembre 1981. Tenant compte des critiques adressées à la procédure H.V.S., la spécificité du programme consiste à prévoir en même temps investissements matériels et moyens de l'investissement humain. L'idée est d'accompagner socialement la réhabilitation des quartiers afin que celle-ci soit l'occasion de leur revitalisation et d'une prise en charge, par les habitants eux-mêmes, de la qualité de leur milieu de vie. Le D.S.Q. cherche à globaliser l'intervention par des actions dans tous les champs de la vie sociale, économique, scolaire, culturelle ainsi qu'en matière de justice.

Dès 1982, 23 quartiers sont inscrits dans les premiers programmes de la Commission Dubedout. Ces opérations portent alors sur des ensembles urbains importants (5 000 à 10 000 logements).

En 1984, le gouvernement décide d'inscrire la revitalisation des quartiers déshérités des villes dans la politique contractuelle qui s'engage à travers les contrats de plan Etat-Région. Ce nouvel engagement sur cinq ans par site est un moyen d'ancrer les programmes dans le moyen terme. Entre 1984 et 1988, Villes, Etat et Régions se sont engagés pour faire échec à la dégradation physique, économique et sociale de 148 sites urbains, dans 18 régions.

Cette politique de la ville, démarche territoriale en vue d'enrayer les problèmes d'exclusion, a considéré l'espace comme un cadre d'intervention. Dans la mesure où les problèmes et les politiques

censées y répondre ont été spatialisés, on a eu tendance à ne regarder, du moins dans un premier temps, que le territoire délimité. Une rapide prise de consciences des travers de cette approche spatiale réductive a amené les différents acteurs à s'interroger sur "l'au-delà" des frontières imposées. La mise en place de nouvelles procédures appelées Développement Social Urbain, Contrat de Ville, permet de changer d'échelle et de passer d'une réflexion centrée sur le quartier (D.S.Q.) à une réflexion à l'échelle de l'agglomération.

Cet effort d'élargissement des problématiques n'a pas pris en compte l'idée d'un "territoire extensible". En réalité, le territoire traité n'est pas fixe : des réseaux y existent qui facilitent l'extension et l'ouverture de ce "territoire souche" à d'autres lieux investis par les habitants. Cette perception de l'organisation de l'espace par les hommes qui l'occupent, permet de détecter un véritable système qui s'appuie sur un tissu de relations. On peut ici parler de relations inter-banlieues : il s'agit de relations familiales (familles éclatées dans différents quartiers périphériques), relations communautaires (individus issus d'un même village), relations militantes (association "Résistance des banlieues")... Par ailleurs, les habitants du quartier développent des réseaux avec leur lieu de travail mais aussi leurs lieux de loisirs. Ceci nécessite une certaine mobilité, mobilité à laquelle n'ont pas accès tous les habitants (problèmes économiques - coût du transport - mais aussi problèmes psychosociaux par rapport aux repères - sécurité des repères connus, difficulté de lisibilité des organisations extérieures -).

Pour des groupes en difficulté, marginalisés, le plus souvent désocialisés (ou non socialisés), le territoire est considéré comme "un espace cul-de-sac", sans horizon : F. Dubet a parlé de la galère des jeunes¹. A. Begag et C. Delorme décrivent ce phénomène² à travers le fait de "vivre l'illusion d'être en mouvement alors qu'on est fixe ou bien de regarder les autres bouger quand on est soi-même immobilisé". La seule mobilité éventuelle de ces captifs serait le passage d'une "prison de béton vers la cellule carcérale". Si cette perception du lieu de vie peut paraître sans issue, elle laisse place à deux fonctions non négligeables, notamment en terme de ré-appropriation : le refuge (un territoire où il est possible de se déplacer sans être victime du racisme, de la méfiance des autres) et le repli par rapport aux forces de l'ordre. Selon la situation socio-économique et le degré d'intégration de chacun, les groupes sociaux n'ont ni la même perception de leur quartier, ni la même construction identitaire.

Ainsi, la mise en oeuvre de la politique de la ville répond dans un premier temps à une urgence, en reconnaissant les difficultés de populations urbaines "reléguées". Cette initiative est reçue positivement par les habitants des grands ensembles : leur lieu de vie redevient un centre d'intérêt. Des travaux d'amélioration du bâti mais aussi des espaces extérieurs sont engagés ; des professionnels du

¹ "La galère : jeunes en survie", Fayard, 1987.

² "Quartiers sensibles", Seuil, Point Virgule, 1994.

développement local et de l'action sociale se multiplient... Un nouveau souffle est donné. Les habitants s'organisent, s'investissent dans la vie de leur quartier : on assiste à un renouvellement des réseaux collectifs.

Cependant, la politique de la ville entraîne de fait une stigmatisation tant des lieux que des hommes. La labélisation des procédures (sites pilotes d'intégration, opération DSQ-DSU...) et la désignation des territoires ("quartiers sensibles", "zones sinistrées"...) participent à la prise de conscience par les habitants de leur différence, et dans une certaine mesure de leur mise à l'écart. Par exemple, au niveau de l'image physique, la réhabilitation qui devait valoriser ces espaces dégradés a produit une marginalisation visuelle de fait. Des couleurs singulières (rose, bleu ciel, jaune poussin...), des matériaux dont la qualité n'est pas toujours à la hauteur des ambitions, sont réutilisés dans un certain nombre de cités et donnent une physionomie particulière aux constructions déjà différentes du reste de la ville de par leur échelle.

Par ailleurs, la politique de la ville a privilégié le public "des jeunes" et a contribué à en faire une entité sociologique. D'une part, les jeunes sont en forte proportion au sein de la population ciblée, d'autre part, ils représentent un enjeu pour l'avenir : enjeu électoral, enjeu en matière d'intégration, puisqu'ils constituent le trait d'union entre leur pays natal ou d'accueil et la culture parentale, enjeu également par rapport à la cohésion sociale, dans la mesure où ils sont garants de la relation intergénération. L'image de la banlieue passe essentiellement par les jeunes. L'ensemble de la population des grands ensembles est réduit à la représentation de ce seul groupe. C'est ainsi que l'amalgame "banlieue/révoltes urbaines" est largement propagé.

Pour les jeunes, le fait d'avoir été l'objet de tant de sollicitude des pouvoirs publics puis des médias, leur a conféré une reconnaissance en termes de citoyens comme de groupe identitaire. Certains ont parfois abusé de cette reconnaissance, en s'octroyant des droits exceptionnels (financement, relations avec les hommes politiques et les pouvoirs publics...). Il est à noter que ce groupe est composé d'adolescents, de jeunes adultes et même d'enfants ; il ne correspond pas véritablement à un groupe sociologique, stricto sensu.

2. Identités et images de la "banlieue".

2.1. Apparition d'une identité grand ensemble.

Dans les années 80, les revendications des enfants d'origine nord-africaine, nés en France, soulèvent indirectement les problèmes de l'intégration ou de l'assimilation, c'est-à-dire plus largement

la question de la citoyenneté. La manifestation la plus marquante en est une marche pacifique de cinq semaines contre le racisme, qui sera appelée "la marche des Beurs". L'idée a vu le jour aux Minguettes, suite à l'affrontement entre jeunes et police ayant donné lieu à des "bavures". Dans un premier temps, des adultes ont décidé de lutter par la non-violence et entamé une grève de la faim ; puis, avec le soutien du Père Christian Delorme, une marche est lancée au départ de Marseille, le 15 octobre 1983. Les slogans formulés se réfèrent aux grandes valeurs de la République "Vivons égaux avec nos différences". La France prend conscience de l'existence d'un groupe social dont les difficultés sont étroitement liées à un lieu de vie commun, la banlieue. Le 3 décembre 1983, la marche arrive place de la Bastille où un grand rassemblement d'accueil et de soutien est organisé. Les jeunes adultes à l'origine de cette mobilisation sont reçus par le Président François Mitterand.

Dans la période suivant "la marche des Beurs", on n'assiste pas à la poursuite du mouvement, sans doute parce que la marche pour l'égalité est un appel de citoyenneté ; elle a un caractère émotionnel, moral, elle n'est pas véritablement le support de revendications. Par ailleurs, un problème de mobilisation de la collectivité que constituent les jeunes issus de l'immigration maghrébine se pose : quel doit être leur positionnement par rapport à la société française ? Leurs revendications doivent-elles passer par une action politique ou non ? Doivent-ils mener leur action communautaire seuls ou avec d'autres... ?

Mais ces premières manifestations font prendre conscience des conditions de vie dans les quartiers d'habitat social ainsi que de l'existence d'une nouvelle génération issue de l'immigration. La toute nouvelle politique de la ville tente de répondre aux problèmes posés.

Les jeunes issus de l'immigration vont saisir cette opportunité pour intervenir dans leur quartier à travers les associations. C'est ainsi que la décennie 80 est marquée par une présence plus forte des jeunes d'origine maghrébine dans la vie locale. Des dynamiques nouvelles s'enclenchent : le sport, l'aide aux devoirs, les ateliers d'insertion etc. deviennent des thèmes de mobilisation collective.

Cependant, les conditions socio-économiques continuent à se dégrader (augmentation du taux de chômage, multiplication des cas de surendettement, d'impayés de loyers...). Le début des années 90 voit "exploser" plusieurs quartiers. Malgré les procédures mise-en oeuvre, le malaise de la banlieue persiste : les jeunes expriment leur "rage" par la violence.

Le plus souvent, il s'agit de manifestations spontanées éclatant après un incident qui surgit à la suite d'une accumulation de tensions et joue comme une étincelle. Ces explosions urbaines ont été à leur début fortement médiatisées (1990 : Vaulx-en-Velin, 1991 : Sartrouville, Mantes-la-Jolie, Epinay...)

Mais si la production médiatique a contribué à modifier l'image de la banlieue, elle a par ailleurs fortement influé sur les comportements sociaux.

2.2. Espace et identité.

La dévalorisation symbolique de la périphérie n'est pas un phénomène nouveau, mais le rôle actif des médias entraîne aujourd'hui un processus d'accélération de cette dévalorisation. Les médias agissent sur une "spirale de dégradation", dans la mesure où ils font circuler des stéréotypes de manière rapide. Ils contribuent à imposer une image de l'extérieur, image à laquelle les populations souvent fragilisées sont d'autant plus sensibles. Face à une certaine pression de l'image extérieure, plusieurs scénarios se dessinent : soit les habitants des cités construisent des stratégies identitaires en vue de revaloriser leur territoire et eux-mêmes ; soit ils reprennent l'image véhiculée à leur propre compte et se donnent les moyens d'y correspondre.

La notion d'identité développée ici doit être clarifiée. Cette notion a été popularisée par E. Erikson¹ dans ses travaux sur l'adolescence et sur la constitution de la personnalité. Au cours des dernières années, il semble que le concept d'identité ait acquis une place centrale dans les débats sur l'immigration. L'identité appartient à deux champs théoriques : d'une part, à celui de la psychologie, dans la mesure où il s'agit d'un fait subjectif donc individuel, et d'autre part, à celui de la sociologie, puisqu'il est le produit de processus interactifs. L'identité se définit donc à des niveaux différents : personnel et collectif. Quant à l'identité sociale, elle se forme dans l'appartenance aux groupes sociaux et dans la relation de ces groupes avec les groupes exogènes.

Le lieu d'habitat ou de résidence est un élément primordial dans l'appréhension de l'identité sociale. On peut estimer, avec P. Bourdieu² que la relation entre la position sociale et le territoire est déterminante, "l'espace habité (ou approprié) fonctionnant comme une sorte de symbolisation spontanée de l'espace social".

L'espace physique est hiérarchisé au même titre que l'espace social, et la position d'un acteur dans l'espace social s'exprime dans et par son positionnement dans l'espace physique. Donner son adresse, c'est décliner une partie de son identité. Loger dans une tour d'habitat social ou vivre dans un pavillon, c'est se situer dans deux sphères sociales distinctes. Le "où" on vit présuppose du "comment on vit" et par extension du "qui on est".

¹ *"Adolescence et crise. La quête de l'identité"*, Paris, Flammarion, 1972.

² "Effet de lieu" in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 159.

L'on touche alors aux questions de perception de l'espace et de relation entre l'image perçue et l'image vécue. Pour la géographie des représentations, fortement empreinte des concepts des sciences sociales, A. Bailly rappelle¹ que "l'espace géographique est analysé à travers les représentations sans omettre la prise en compte de la subjectivité des hommes qui accordent un sens, des significations, des valeurs à tel ou tel lieu".

Délimiter, découper l'espace est un moyen pour l'Etat de l'organiser, de le gérer et de mettre en ordre un certain nombre de fonctions. Cependant, ce découpage administratif diffère de l'espace vécu qui est le résultat de pratiques individuelles et/ou collectives. Le découpage de l'espace évolue alors en fonction de la position que l'habitant occupe dans la société. Les marges Sud-Ouest du Val Fourré où vivent préférentiellement des employés et cadres moyens ne sont pas considérées par leurs habitants comme faisant partie du grand ensemble.

3. Evolution des représentations : l'exemple du Val Fourré.

Si l'on prend l'exemple du Val Fourré, on peut dégager trois grandes périodes dans l'histoire de la représentation de la cité.

3.1. Première période : de la création à la dégradation (années 1960 et 1970).

La ZUP du Val Fourré a été conçue dans le contexte de croissance urbaine d'après-guerre. La vallée de la Seine connaît alors une très forte industrialisation, et plus précisément dans les secteurs du bâtiment et de l'automobile : les usines Renault sont inaugurées en 1951 à Flins, et à la même époque, Simca (devenu Talbot) s'installe à Poissy. Cette industrialisation massive de la région a une influence décisive sur son peuplement : arrivent alors de nombreux ouvriers venus du Mantois, de Normandie et de Bretagne, du Maghreb et d'Afrique Noire.

C'est pour accueillir cette population en expansion que la municipalité de Mantes décide en 1953 l'extension de l'espace urbain vers l'Ouest, sur le terrain d'un ancien aérodrome. Les travaux du grand ensemble démarrent en 1959, et l'opération dérape rapidement sur le plan financier, notamment à cause des charges foncières. Afin de la rentabiliser, on opte pour la densification et 8 300 logements sont construits sur 193 hectares, c'est-à-dire, 1/5 du territoire total de la commune.

¹ "Les concepts de la géographie humaine", Paris, Masson, 1991.

La première aberration du Val Fourré relève de cette politique de logement démesurée alors que l'emploi n'a pas suivi.

A ses début, dans les années 60, la cité du Val Fourré est considérée comme un progrès urbanistique et social. Venir y habiter représente un signe d'ascension sociale. Les premiers habitants arrivent souvent de logements vétustes, quand ce n'est pas de bidonvilles jouxtant la capitale. Ils trouvent là modernité, hygiène et confort : les appartements sont à l'époque ce qu'il y a de plus moderne sur le marché du logement. Par ailleurs, la cité est fréquemment visitée par des urbanistes étrangers, car elle est présentée comme un laboratoire de l'innovation urbaine.

Une série de mythes identificateurs fonde l'image du Val Fourré : de "Saint-Trop sur Seine" à "la plus grande ZUP de France".

Les objectifs initiaux du grand ensemble ne visaient absolument pas le logement social. Le rêve de Jean-Paul David, le maire de l'époque, était celui de "Saint-Trop sur Seine", un village sur les bords de Seine qui aurait accueilli des artistes pour qu'ils puissent régénérer leur inspiration dans un cadre propice à la création ! On observe alors une grande mixité sociale, avec une forte représentation de la classe moyenne, une vie associative et politique fort riche et une faible ségrégation spatiale entre les sous-quartiers.

A la fin des années 70, les articles de presse reflètent une réelle dégradation du discours public par rapport à la qualité de vie des grands ensembles. On note une certaine assimilation dans le discours dominant entre quartiers d'habitat social et immigration. Au niveau local, "la bande du Marseillais" défraye la chronique, tandis qu'au niveau national on peut lire des titres d'articles comparant le Val Fourré au Bronx ou à Harlem.

La municipalité de Mantes-la-Jolie change de tendance politique en 1977. Arrive à la tête de la commune un jeune maire, Paul Picard, socialiste, qui dès son élection décide de stopper la construction du Val Fourré. Il inscrit alors la plus grande part de son programme politique au niveau de la cité, cherchant par tous les moyens à la revaloriser.

La première étape vise à désenclaver le grand ensemble en y transplantant un certain nombre d'équipements et de services destinés à l'ensemble de la commune. Les transports en commun trop rares et trop chers ne permettaient pas d'associer le centre-ville et la cité. Face à la double volonté nationale et locale de changer l'image des quartiers d'habitat social, de les repositionner par rapport à l'ensemble de la ville, plusieurs tentatives ont été menées. Dans les faits, il s'est avéré difficile de créer des passerelles entre un quartier "neuf" périphérique et le noyau ancien. Faute de disposer d'un centre fort et unificateur face à ses quartiers, urbanistes et politiques ont imaginé une ville composée de deux centres : le projet programmé à Mantes autour du centre commercial du Val Fourré s'est appelé

"Mantes 2". Les changements de nom, les modifications symboliques n'ont en réalité pas influé sur les représentations des habitants de la commune et n'ont pas transformé la simple juxtaposition de deux villes que les différentes politiques urbaines ont tenté vainement de rapprocher. Contrairement aux effets recherchés, les habitants de la cité se sont sentis exclus du reste de la commune.

Cependant, la fin des années 70 et le début de la décennie 80 témoignent d'une certaine euphorie associative et militante qui marquera durablement l'histoire du Val Fourré. Les réseaux collectifs de sociabilité observables aujourd'hui sur le grand ensemble sont fortement imprégnés par cette époque dans leur structure et dans leur évolution.

La loi du 9 octobre 1981 autorisant les immigrés à créer des associations, suscite une certaine réactivation des modes d'organisation collectifs. Le mouvement associatif issu de cette période reflète à la fois une affirmation identitaire et une volonté d'intégration tant individuelle que collective.

3.2. Seconde période, les années 80 : le "labo".

La région mantaise va ressentir très fortement la crise économique à partir des années 80 (ainsi l'effectif de Peugeot-Talbot est passé de 25 000 à 8 000 entre 1982 et 1987, et celui de Renault de 21 000 en 1975 à 9 000 en 1991). La vallée de la Seine est aujourd'hui considérée comme une "zone sinistrée" économiquement. Il n'y a pas eu de véritable reconversion et les postes existant aujourd'hui dans le bassin d'emploi ne s'adressent pas aux populations des cités dont la qualification est souvent faible.

Cette récession a largement contribué à la précarisation de la population ouvrière habitant au Val Fourré. Le taux de chômage au recensement INSEE de 1990 est de 15,5 % sur la cité pour une population de 25 000 habitants. Aujourd'hui, plus de 50 % de la population est d'origine étrangère et 60 % a moins de 25 ans.

Dès 1983, le Val Fourré fait partie des 23 premiers sites sélectionnés par le CNDSQ. On assiste dès lors à une volonté politique et technique de positionner le Val Fourré en tant que "leader" en matière de développement social urbain : en effet, outre le fait d'utiliser l'ensemble des outils proposés en matière de développement urbain, la ville de Mantes expérimente trois programmes qui seront repris au niveau national. Il s'agit de la politique contractuelle de l'habitat, de la redistribution de la dotation globale de fonctionnement à travers la dotation de solidarité urbaine, et de l'amélioration des services publics dans les quartiers d'habitat social.

Le Val Fourré est alors défini dans les médias comme un laboratoire d'expérimentation sociale et technique. Tout semble mis en oeuvre pour constituer l'image d'une "ville-pilote", dont les promoteurs

seraient les élus locaux et les techniciens employés à cet effet. Ce sont des préoccupations politiques et des logiques technocratiques qui se croisent. La première convention signée en 1983 entre l'Etat, la Région et la Ville de Mantes porte essentiellement sur la réhabilitation du cadre bâti. Les actions concernant le développement économique, l'éducation, la formation et le soutien aux dynamiques collectives constituent les objectifs centraux de la seconde convention, signée en 1989.

La promotion médiatique de la commune a cependant des effets pervers, notamment auprès des habitants qui sont alors considérés comme objets d'une politique et d'une image, plutôt que comme de véritables sujets ou acteurs de leur environnement. De plus, l'histoire montre que l'utilisation de l'ensemble de ces outils n'a pas empêché la situation de continuer à se dégrader.

3.3. Troisième période, les années 90 : le ghetto.

Mai-juin 1991, c'est la rupture. Interviennent dans le Val Fourré ce qui restera dans la mémoire locale les "événements". Il s'agit de deux séries de faits qui ont lieu à 15 jours d'intervalle l'une de l'autre. Trois personnes au total y trouveront la mort : deux jeunes hommes d'origine maghrébine, habitants du Val Fourré et une jeune femme policier.

Ces événements auront des effets majeurs sur l'image du quartier, tant au niveau de la perception qu'ont les habitants de leur lieu de vie qu'au niveau médiatique. Ces effets sur la représentation se traduisent essentiellement par des modifications des rapports sociaux. L'image du grand ensemble change alors de nature pour ses habitants : d'une perception subjective, elle passe à une perception objectivée par les médias. L'explosion mantaise confirme certaines hypothèses formulées à propos de Vaulx en Velin par quelques journalistes sur le malaise social croissant et sur l'échec des politiques de la ville qui tentent d'y faire face. La production médiatique sur les "explosions" de banlieues procède pour une grande part de sensationnalisme. Ce type de traitement journalistique a pour effet direct de renforcer une certaine dichotomie sociale.

Les protagonistes des faits sont "les jeunes", et pour les journalistes, le conflit se cristallise sur la relation jeunes-représentants des forces de l'ordre. Comme nous l'avons vu précédemment, les jeunes sont les véritables "opérateurs symboliques" des populations vivant dans les cités. Et plus précisément, pour une certaine presse dite de "droite", l'accent est mis sur les jeunes d'origine maghrébine.

Le quartier lui-même est analysé comme une enclave dans la ville, véritable concentré de problèmes sociaux et de "misère urbaine". Si le terme "ghetto" n'est pas outrageusement employé dans l'ensemble du corpus de presse, la représentation de la cité tend vers cette image. Le concept de "ghetto" est dans l'ensemble rejeté par les sociologues et géographes quand il s'agit de l'appliquer aux

quartiers périphériques français. Le "ghetto" au sens américain du terme ne semble pas avoir d'équivalent en France¹. L'on peut par contre parler de "facteurs de ghettoïsation" de plus en plus prégnants : facteurs objectifs, tels le taux de chômage, le fort taux de population d'origine étrangère, etc. et facteurs plus subjectifs comme peuvent l'être l'image et le sentiment identitaire qui en découle. L'image en temps de crise est le corollaire de la réputation et du fantasme. Image rime alors avec stigmatisation. Comment et pourquoi un territoire ainsi "stigmatisé" agit-il sur les lignes de conduite individuelles et sur des rapports collectifs ?

Suite aux événements, on assiste à une phase d'émotion collective de la part des habitants et à une démobilisation des travailleurs sociaux due tant aux faits eux-mêmes, qu'à leur exploitation médiatique. Dans un deuxième temps, on observe une prise de conscience de parents et de jeunes ainsi que l'émergence de nouvelles dynamiques. En effet, des groupes d'habitants ont exprimé fortement le désir de renverser l'image produite par les médias en positivant leur quartier. De son côté, la commune réactive ses anciens réseaux et cherche de nouveaux interlocuteurs pour renouer le dialogue avec les habitants. Des projets se mettent en place, de nouvelles associations se créent sur les thèmes de l'insertion par l'économique, de la démocratie locale, de l'émancipation féminine... De plus, de nouveaux "leaders" émergent : ils feront partie de listes électorales aux élections législatives de mars 1992.

Ces dynamiques internes ne doivent pas dissimuler les difficultés rencontrées par les habitants à l'extérieur de leur quartier. Ce sont surtout les jeunes qui ont pâti de la "mauvaise réputation", que ce soit dans leur recherche d'emploi ou dans leurs activités de loisirs. Face à ces comportements ségrégatifs, certains jeunes ont cherché à correspondre à l'image qu'on leur renvoyait d'eux-mêmes et ont joué les "caïds".

Ces événements ont-ils donné un nouveau sens à la citoyenneté ? Il semble qu'ils aient été l'objet de conflits entre les communautés : la recherche des responsabilités provoque d'une part des tensions, et d'autre part, un repli communautaire.

4. Communauté et identité

4.1. La communauté, support de l'identité ?

La majorité des habitants de ces cités est d'origine étrangère et pose le problème de l'immigration.

¹ Loïc J.D. Wacquant, "Pour en finir avec le mythe des cités-ghettos", *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 54, mars 1992. H. Vieillard-Baron, *les banlieues françaises ou le ghetto impossible*, Editions de l'Aube, 1994.

Les groupes sociaux constitués par les migrants n'ont pas toujours été reconnus et perçus de façon identique. Leur composition, leur position et leur rôle dans la société d'accueil ont évolué dans le temps. Au départ, souvent venu seul, le migrant est avant tout synonyme de travailleur. Des vagues de migrants d'origines différentes (d'abord européennes, puis africaines) se succèdent et se développent pendant la période des 30 Glorieuses. C'est au moment du regroupement familial et de l'installation des familles que les étrangers ne peuvent plus être considérés comme des populations de passage. Ils restent cependant en marge tant au niveau de leur activité professionnelle que de leur lieu de vie.

Le terme "étranger" englobe de façon générale les populations immigrées. Il convient cependant de distinguer les étrangers des populations d'origine étrangère que leur mode de vie apparente souvent aux premiers. Le parcours migratoire de ces populations, leurs liens avec le pays d'origine, leur histoire avec le pays d'accueil sont autant de cas particuliers constituant la mémoire de groupes culturels variés. En effet, la population étrangère peut être scindée en plusieurs sous-groupes en fonction des nationalités, des régions d'origine mais aussi, notamment pour l'Afrique de l'Ouest, en fonction des ethnies. Le découpage ethnique fortement remis en question par certains chercheurs africanistes (J.F. Bayard, J.L. Amselle, Bazin...) est cependant repris aujourd'hui dans le discours sur la banlieue. Constitue-t-il un handicap à la mise en place de solidarités ? Ou bien la communauté se réorganise-t-elle sur d'autres bases ?

Outre cette notion d'ethnie qui peut être un élément de définition des groupes sociaux constitués, les groupes culturels ou communautaires sont une réalité de la vie et de l'organisation du quartier. Par exemple, les problèmes de cohabitation entre les populations d'origine maghrébine et les populations africaines noires sont décelables tant au niveau de la fréquentation des équipements que de la composition du tissu associatif. Chacun s'approprie un lieu, crée sa propre association pour éviter les frictions, souvent aiguës en période de crise dans le quartier. D. Lapeyronnie et F. Dubet s'interrogent avec de nombreuses réserves¹, sur le remplacement des distinctions de classes par les clivages ethniques et culturels.

La notion de communauté émerge donc aujourd'hui au sujet des populations de banlieues défavorisées, mais quelles en sont les réalités et les utilisations ?

¹ *"Les quartiers d'exil", op. cit.*

4.2. Communautés et perception externe.

L'existence de communautés est un thème porteur pour les groupes politiques de droite et d'extrême droite qui en font le symbole de la non-intégration des étrangers dans la société d'accueil et leur permet d'évoquer "les risques de ruptures avec le modèle républicain".

Par ailleurs, la communauté est une porte d'entrée privilégiée pour les travailleurs sociaux qui interviennent principalement auprès d'adultes. Il est plus aisé de déclencher une action, un projet, par groupe culturel, compte tenu du nombre d'habitants et de la diversité de leurs pratiques. Cette approche est renforcée par les modalités administratives de versement de subventions : de nombreux financeurs d'actions s'adressent en effet à des catégories spécifiques de population (FAS pour les immigrés, ANT pour les populations originaires des départements d'Outre Mer, Délégation à la condition de la Femme...).

Parmi les jeunes, les situations sont complexes. D'une manière générale, les modèles de la consommation de masse sont fortement réappropriés, et pour un grand nombre, l'appartenance culturelle est une donnée moins fondamentale que pour leurs aînés dans la structuration de l'identité. Cependant, quand elle est couplée avec la composante religieuse, ici musulmane, elle peut devenir une véritable "carte de visite". L'appartenance communautaire, voire ethnique, peut être un élément d'identification par rapport à l'ensemble des habitants de la banlieue mais aussi par rapport à l'extérieur. La recherche des racines, le renforcement de son identité sont sans doute pour le jeune une façon d'affirmer son existence face à une société qui ne reconnaît pas tous ses citoyens. Cette non-reconnaissance est renforcée par le fait que les adultes étaient considérés comme partie prenante du système à travers leur fonction d'ouvriers ; mais les jeunes générations, elles, n'ont pas été dotées d'une utilité sociale.

A. Begag et C. Delorme parlent, eux, du retour de l'ethnie¹ à travers le développement du social-ethnique, c'est-à-dire la création de poste de gardien d'immeuble, d'animateur, proposés et réservés à des candidats "issus du milieu". Leur connaissance du terrain doublée de débrouillardise et parfois d'une formation professionnelle, leur permet de trouver plus aisément des solutions aux dysfonctionnements repérés. Cette méthode d'intégration fortement développée aux Etats-Unis dans les années 70, a permis à des minorités d'entrer dans des structures privées ou publiques et de favoriser ainsi une mixité des origines de population au niveau de l'emploi. Cependant, elle n'est pas sans travers : l'occupation de certains postes de travail par des Français de souche reste un garant des relations avec l'extérieur, et un des risques du seul développement du social-ethnique serait

¹ "Quartiers sensibles", *op. cit.*

l'enfermement de la cité. Difficile d'imaginer la cohabitation de deux sociétés fonctionnant en parfaite autonomie, sans passerelle, sans interaction... autant parler de ghetto aux airs faussement indépendants et de la marginalisation totale d'un territoire livré à ses seuls occupants.

4.3. L'Islam et son rôle identitaire.

L'image des grands ensembles véhiculée aujourd'hui par les médias se fonde sur des problèmes religieux. D'une part, la pratique islamique semble se développer dans les banlieues, et d'autre part l'intégrisme religieux toucherait certains jeunes musulmans. Ainsi, deux thèmes majeurs sont privilégiés, à savoir, le port de foulard dans les établissements scolaires et le soutien au Front Islamique du Salut (F.I.S.).

Dans un contexte de crise économique et de désintégration sociale, l'Islam s'est imposé comme le dernier rempart contre l'exclusion. Les populations souvent bafouées y ont trouvé une reconnaissance, une identité positive et valorisante. La pratique islamique pourrait être ici considérée comme une réponse à la déshérence de citoyens non reconnus dans leur société d'adoption. Face à un vide démocratique, malgré le déploiement de la politique de la ville, l'Islam a investi certains quartiers, notamment par le biais des associations. On peut se demander si les médias n'agissent pas comme une caisse de résonance et ne contribuent pas à l'amplification du phénomène islamique. Ce phénomène religieux est-il réel ou est-il le reflet d'une image véhiculée ?

Conclusion.

En conclusion, peut-on aujourd'hui parler d'une "identité-banlieue" ? Cette identité serait définie par une appartenance territoriale, un type d'habitat, des pratiques culturelles spécifiques, des rapports sociaux caractéristiques, un rapport aux institutions politiques et administratives... C'est-à-dire une manière de parler, de s'habiller, de se déplacer, d'utiliser les services publics, d'envisager son quotidien... Le territoire n'est qu'un élément parmi d'autres constitutifs de l'identité. Il est à la fois support d'identités mais aussi générateur d'identité.

Malgré l'hétérogénéité culturelle et sociale de la population des grands ensembles, l'"identité-banlieue" semble être une réalité parmi les enfants des pionniers des cités qui s'identifient prioritairement par rapport à leur territoire. L'émergence d'une culture de banlieue (rapp, graff, hip-hop...) participe à l'affirmation de cette identité.

Dans la mesure où la banlieue et ses habitants souffrent d'une double exclusion, sociale et spatiale, peut-on dire que le sentiment d'exclusion fait partie de cette "identité-banlieue" ? Sans doute faut-il s'interroger sur la façon dont les habitants perçoivent (ou ne perçoivent pas) cette exclusion. Si un certain nombre d'individus vivent dans des conditions précaires, tous ne souffrent pas d'une situation objective d'exclusion. On aurait tendance aujourd'hui à étendre les situations marginales à l'ensemble des habitants de banlieue. Le sentiment d'exclusion n'est-il pas plutôt véhiculé par les groupes intégrés pour qui la banlieue fonctionne comme un "modèle-repoussoir" ? La banlieue est aujourd'hui le miroir grossissant des maux sociaux d'une société en crise. Ces maux ne sont pas le propre d'un territoire périphérique mais ils sont les symptômes d'une société industrielle produisant en son sein de l'exclusion.

Manuscrit reçu en janvier 1995.